

Art. 17. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

— het ministerieel besluit van 4 juni 2008 betreffende de milieuvergunning verstrekt aan de NV Codic België met als doel de uitbating van een administratief en opleidingscentrum bevattende verscheidene technische installaties op een goed gelegen in Terhulpen, Brusselsesteenweg 135.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 1 juni 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement 805 (2007-2008), nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 16 mei 2008.

Bespreking - Stemmingen.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2484

[2008/202652]

3 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant organisation de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 87, §§ 1^{er} et 2, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu l'article 5 de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

Vu les articles 11, 13, §§ 3 et 4, 14, § 2, et 15, § 2, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

Vu le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat en service à gestion séparée;

Considérant que la mise en œuvre de ces différentes mesures nécessite l'adaptation du processus décisionnel et des structures administratives y afférentes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 septembre 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 septembre 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 7 mai 2008;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Agence : l'Agence wallonne de l'Air et du Climat au sens du décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat en service à gestion séparée, créée au sein des services du Gouvernement wallon;

2^o Ministre : le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions;

3^o zone sensible : zone particulièrement affectée par la pollution en raison d'émissions chroniques de gaz provenant d'installations et/ou de phénomènes clairement déterminés.

Art. 2. L'Agence est créée au sein du Ministère de la Région wallonne.

L'Agence est placée sous l'autorité hiérarchique du Ministre.

CHAPITRE II. — *Missions de l'Agence*

Art. 3. § 1^{er}. L'Agence a pour missions :

1° de concourir à la mise en œuvre cohérente et à la coordination du Plan wallon Air-Climat;

2° d'assurer la gestion administrative et financière du Fonds wallon Kyoto dans les limites des délégations accordées par le Gouvernement et d'affecter les recettes de ce Fonds à la réalisation des missions visées par l'article 13, § 2, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

3° d'assurer la gestion des comptes de parties et des comptes de personnes de la Région wallonne et, dans ce cadre, de délivrer des avis sur l'opportunité d'acheter ou de vendre des unités telles que visées à l'article 2, 15° à 18°, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

4° dans le cadre des relations internationales de la Belgique ainsi que des relations interrégionales belges, en matière de politique de l'air et du climat : de réaliser des expertises, de préparer et de participer aux négociations des traités, conventions, instruments et accords de coopération fixant les obligations applicables à la Région wallonne en matière de politique de l'air et du climat, et d'assurer les participations financières de la Région wallonne aux organismes issus de ces traités, conventions, instruments et accords de coopération;

5° de réaliser des études et des analyses afférentes à la qualité de l'air et à l'évolution du climat, et en particulier :

— récolter des informations et les stocker, notamment sous la forme de bases de données;

— réaliser des cartographies et des inventaires réguliers d'émissions, en coordination avec les entités compétentes de la Région en matière de géomatique;

— établir des études de perspective sur l'évolution des émissions et de la qualité de l'air et du climat à moyen et à long terme et assurer la rédaction de rapports;

6° de réaliser des études relatives aux effets de la pollution de l'air sur la santé humaine et la qualité de l'environnement, d'assurer la diffusion de l'information et de proposer, en collaboration avec les autres services concernés, des stratégies d'adaptation aux changements climatiques;

7° d'assurer la mise en œuvre et la gestion des obligations applicables à la Région wallonne en matière de politique de l'air, notamment :

— rédiger les projets de textes assurant la transposition ou la mise en œuvre en Région wallonne de la réglementation internationale et européenne et, de manière générale, participer à l'élaboration de la législation wallonne en matière de politique de l'air et du climat et à en poursuivre sa mise en œuvre cohérente dans les autres politiques;

— concevoir et développer des projets de plans et programmes visant à exécuter la réglementation internationale et à atteindre les objectifs assignés à la Région wallonne, les soumettre à enquête publique, et le cas échéant faire procéder à l'évaluation de leurs incidences, conformément à la réglementation en vigueur;

— formuler des propositions de mesures et instruments réglementaires, incitatifs, économiques ou autres, participant à cette mise en œuvre;

— proposer et quantifier des objectifs spécifiques à la Région wallonne;

— participer activement au développement du réseau de stations de mesures;

— assurer le suivi et la promotion des technologies de lutte contre les émissions;

— fournir tous avis requis par les autorités compétentes dans le cadre des procédures de délivrance de permis et autorisations liés à l'exploitation d'activités à risque;

— apporter aux autorités publiques et aux entreprises l'assistance technique et les conseils pour la réalisation de mesures ponctuelles tendant à limiter la pollution;

8° dans le cadre de la gestion des pollutions existantes et des situations de crise :

— de mettre à jour l'inventaire des zones sensibles et d'élaborer des plans de gestion pour ces zones particulières;

— en cas de pollution importante et inopinée, d'élaborer en urgence, en étroite collaboration avec le service SOS pollution du Ministère de la Région wallonne et, à la requête du Ministre, des solutions visant à limiter l'importance et/ou la durée de l'épisode de pollution et de veiller à leur mise en œuvre immédiate;

— d'assurer un rôle d'intermédiation, aux côtés des autorités compétentes, entre les auteurs de la pollution et les personnes ayant subi un préjudice du fait de celle-ci;

9° dans le cadre du contrôle de la pollution de l'air et des émissions polluantes :

— d'apporter son expertise aux organismes de contrôle sous la forme de toute aide spécialisée requise par ceux-ci;

— d'assurer la gestion des agréments délivrés en vertu du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

— d'assurer la gestion, la validation et l'alimentation des bases de données relatives aux émissions atmosphériques;

— d'assurer et de gérer la vérification des émissions dans le cadre du "trading", en exécution des articles 9 et 10 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

— de tenir le registre des quotas en application des articles 11 et 15, § 4, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto et suivant les modalités fixées par le Gouvernement wallon en vertu de l'article 11, § 2, du même décret;

— d'approuver les projets réalisés au titre de la mise en œuvre conjointe (MOC) et des projets réalisés au titre du mécanisme pour un développement propre (M.D.P.), en exécution de l'article 14, § 2, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto et dans le respect des modalités fixées par le Gouvernement wallon en vertu de l'article 14, § 3, du même décret;

— de participer à des mécanismes de flexibilité en application de l'article 15, § 2 ou § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, et dans le respect des modalités fixées par le Gouvernement wallon en vertu de l'article 15, § 5, du même décret;

— en coordination avec les entités compétentes de la Région en matière de financement de projet et le cas échéant, des entités chargées des relations internationales, d'assurer la mise en œuvre de mécanismes de flexibilité en application de l'article 15, § 2 ou § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

— d'assurer les missions visées à l'article 5 de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

— d'assurer les missions qui lui sont confiées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant;

— de procéder à l'interprétation des données récoltées dans le cadre de ses missions;

10° d'exercer une veille sur les projets de recherche, programmes et plans d'action en matière d'air et de climat.

§ 2. Dans le cadre de l'exercice de ses missions, l'Agence donne aux autorités compétentes des avis relatifs à la réglementation existante et future.

§ 3. L'Agence instaure un guichet unique "Air/Climat" afin d'assurer l'information, la sensibilisation, la formation du public et des institutions concernées par la problématique de la pollution de l'air et des changements climatiques.

L'Agence développe des campagnes de sensibilisation et d'information visant à renforcer l'engagement des citoyens à contribuer aux mesures et actions diminuant la pollution atmosphérique.

L'Agence s'efforce de contribuer à ce que l'action régionale soit cohérente avec l'objectif de lutte contre la pollution de l'air et les changements climatiques. Ainsi, dans son implantation et dans ses achats, elle s'efforce d'accorder la priorité aux solutions les moins polluantes.

Art. 4. L'Agence comprend trois sections :

— une section technique chargée de la négociation et de l'élaboration des normes ainsi que de la mise en œuvre de celles-ci;

— une section financière chargée de la gestion du Fonds wallon Kyoto et du suivi des CDM (Clean Development Mechanism);

— une section d'information chargée de l'information, de la sensibilisation, de la communication en général et de la communication du risque en situation de crise.

Chaque section est placée sous l'autorité opérationnelle d'un responsable.

CHAPITRE III. — *De l'organe de direction*

Art. 5. Il est institué au sein de l'Agence un organe de direction, composé des responsables des sections de l'Agence.

Le Gouvernement désigne, parmi les responsables des sections, le président de l'organe de direction de l'Agence, ci-après dénommé "le président".

Dans les six mois qui suivent la première désignation du président, sur proposition du Ministre, le Gouvernement adopte le premier programme de travail pluriannuel de l'Agence, qui vaut pour cinq années.

Le directeur général de la Direction générale opérationnelle n° 3, ou jusqu'à sa désignation, le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, assiste aux réunions de l'organe de direction avec voix consultative.

Art. 6. § 1^{er}. Sous l'autorité du Ministre, le président est chargé de la direction générale et de la gestion journalière de l'Agence. Il participe, lui-même ou son délégué, au Comité stratégique institué auprès de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou du Comité de direction de la Direction générale opérationnelle n° 3.

§ 2. L'organe de direction établit, chaque année civile, une proposition de programme de travail pour l'année suivante. La proposition est établie au regard des missions assignées à l'Agence par l'article 3 du présent arrêté ainsi que du programme de travail pluriannuel visé à l'article 5 du présent arrêté.

§ 3. L'organe de direction est chargé de faire rapport tous les six mois au Ministre sur l'accomplissement des missions de l'Agence, au regard de son programme de travail, et sur l'exercice par l'organe de direction de ses responsabilités.

L'organe de direction est également chargé de transmettre le rapport annuel qu'il établit, au Gouvernement wallon par l'intermédiaire du Ministre. Ce rapport annuel doit être transmis au Ministre le 15 octobre de chaque année. Il est approuvé par le Gouvernement avant le 31 décembre de l'année sur laquelle il porte.

Le Ministre peut, en dehors de ces rapports périodiques, exiger à tout moment du président et de l'organe de direction de l'Agence la production ou la communication d'informations relatives à l'exercice de leurs responsabilités.

Art. 7. L'organe de direction prend toutes les décisions relatives à l'organisation des travaux et au bon fonctionnement de l'Agence.

Art. 8. § 1^{er}. L'organe de direction établit un règlement d'ordre intérieur.

§ 2. L'organe de direction ne peut siéger que si la majorité des membres au moins sont présents.

Les décisions de l'organe de direction sont prises, si possible, au consensus et, le cas échéant, à la majorité simple des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du Président est prépondérante.

CHAPITRE IV. — *Du personnel*

Art. 9. § 1^{er}. Le personnel de l'Agence comprend :

1° un directeur;

2° vingt-deux personnes de niveau 1, dont deux responsables de section désignés, parmi le personnel de l'Agence, par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre;

3° deux personnes de niveau 2+;

4° deux personnes de niveau 2;

5° une personne de niveau 3.

§ 2. L'organe de direction est chargé de l'organisation du travail et de l'attribution des fonctions exercées au sein de l'Agence.

Art. 10. Les contrats de travail portant sur des fonctions nouvelles sont soumis à une période d'essai conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

CHAPITRE V. — *Du budget et des comptes**Section 1^{re}. — Du budget*

Art. 11. Le budget de l'Agence reprend l'ensemble de ses recettes et de ses dépenses.

Il est établi annuellement. L'année budgétaire, ci-après dénommée "exercice" commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de la même année.

Art. 12. Les dépenses relatives au fonctionnement de l'Agence ainsi qu'à la gestion des biens qui lui sont affectés, sont à charge du budget de l'Agence.

Art. 13. § 1^{er}. Le budget de l'Agence distingue les recettes suivantes :

1° la dotation de la Région wallonne établie sur la base du programme de travail de l'Agence;

2° les fonds de tiers attribués à l'Agence pour l'exécution de plans d'actions ou de programmes particuliers;

3° les recettes et bénéfices provenant de l'exercice des missions et activités de l'Agence, ces recettes étant distinguées selon leur origine;

4° les recettes issues des produits financiers des comptes spécifiques ouverts pour réceptionner les fonds de tiers obtenus dans le cadre du financement des programmes et plans d'actions initiés par celle-ci, ainsi que de la gestion des comptes de l'Agence;

5° le produit de services rendus à des tiers;

6° la cotisation du Fonds wallon Kyoto, en application de l'article 13, § 2, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto et de l'article 2, 5°, du décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat en service à gestion séparée.

§ 2. Le budget de l'Agence ventile les dépenses en :

1° frais de fonctionnement;

2° frais d'acquisitions;

3° frais d'évaluation;

4° frais divers.

Art. 14. Le budget de l'Agence est divisé en trois parties :

a) les opérations courantes;

b) les opérations en capital;

c) les opérations pour ordre.

Les opérations sont ventilées conformément à la classification économique.

La distinction recettes-dépenses se fait au sein de chaque partie.

Art. 15. Le budget de l'Agence peut comprendre une cotisation annuelle prélevée, en vue de financer les frais liés à la gestion administrative et financière du Fonds Kyoto ainsi que les frais liés aux études et prestations de tiers, sur les recettes affectées au Fonds wallon Kyoto, en application de l'article 13, § 2, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto et de l'article 2, 5°, du décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat en service à gestion séparée.

Les frais de personnel sont à la charge du budget général de la Région wallonne.

Art. 16. Dès le début d'un exercice, les moyens financiers disponibles à l'expiration de l'exercice précédent peuvent être utilisés.

Les reports des moyens visés à l'article 13, § 1^{er}, 2°, sont autorisés dans la limite de la durée de chaque programme ou plan d'action initié par l'Agence.

Art. 17. § 1^{er}. L'organe de direction établit annuellement une proposition budgétaire, accompagnée le cas échéant des modifications à apporter au programme de travail pluriannuel visé à l'article 5 du présent arrêté.

L'organe de direction peut, concomitamment à l'établissement de la proposition budgétaire visée à l'alinéa 1^{er}, soumettre au Ministre une proposition d'accroissement du cadre du personnel fixé par le présent arrêté.

§ 2. L'avant-projet de budget est transmis au Ministre au plus tard le 30 juin de l'année qui précède l'exercice.

Le budget de l'Agence est inséré dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne et est inscrit au titre VI du tableau de ce décret.

L'approbation du budget de l'Agence est acquise par le vote des dispositions qui le concernent dans le décret contenant le budget général de la Région. Ce décret budgétaire autorise le Ministre à opérer des transferts de crédits.

Si l'approbation n'est pas acquise avant le début de l'exercice, l'Agence peut travailler sur la base de douzièmes provisionnels.

Section 2. — De la comptabilité et de la reddition de comptes

Art. 18. Un état des recettes et un état des dépenses sont dressés à la fin de chaque semestre.

Le Ministre soumet ces états à la Cour des comptes par l'intermédiaire du Ministre des Finances.

Les pièces justificatives sont conservées sur place.

Art. 19. A la fin de chaque exercice, il sera dressé, conformément aux chapitres V et VI des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 :

a. un relevé de la situation active et passive de l'Agence;

b. un compte d'exécution du budget;

c. un compte de variation du patrimoine accompagné d'un inventaire du patrimoine;

d. un compte de trésorerie établissant la concordance entre le résultat budgétaire et le résultat de trésorerie.

Au plus tard le 31 mars suivant l'année à laquelle ils se rapportent, ces comptes sont transmis par le Ministre au Ministre des Finances, qui les soumettra à la Cour des comptes avant le 30 avril de la même année.

Art. 20. Les comptes visés à l'article 19, alinéa 1^{er}, sont joints aux comptes d'exécution de la Région wallonne partie Ministère de la Région wallonne (Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement) et inclus au compte général de la Région wallonne.

Section 3. — De la gestion comptable et financière

Art. 21. Le montant des dépenses ne peut dépasser le montant des recettes ni le montant des crédits limitatifs votés en faveur de l'Agence.

Le budget de l'Agence est géré par le président de l'organe de direction ou par un ordonnateur délégué à cette fin par le Ministre compétent. Dans cette fonction, ils respectent les règles fixées par les chapitres II, III et IV des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, régissant l'engagement des dépenses. Ils tiennent à cette fin une comptabilité des engagements.

Art. 22. § 1^{er}. Le président de l'organe de direction de l'Agence a la qualité d'ordonnateur délégué.

Il peut engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au budget de l'Agence, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.500 euros hors T.V.A. Le président peut déléguer ce pouvoir aux responsables de sections.

§ 2. L'organe de direction est compétent pour décider, dans les limites des crédits fixés dans le budget de l'Agence, de tout engagement, approbation et ordonnancement de dépense dépassant le montant de 5.500 euros hors T.V.A.

L'organe de direction est également compétent pour prendre toute décision relative à la perception des recettes et revenus. Il est compétent pour décider de l'acceptation et du refus de dons et de legs.

Art. 23. Dans le cadre de la gestion des programmes et plans d'action visés à l'article 3, § 1^{er}, 10^o, l'Agence est chargée de gérer des comptes bancaires spécifiques ouverts auprès du caissier de la Région wallonne, sous la direction opérationnelle de l'Organe de direction. Les intérêts créditeurs de ces comptes sont également gérés par l'Agence au moyen d'un compte bancaire spécifique sous la direction opérationnelle de l'organe de direction.

L'organe de direction est habilité à transférer aux différents bénéficiaires les subventions découlant de la mise en œuvre des plans d'action et programmes initiés par l'Agence.

Il décide de l'affectation des produits financiers découlant de la gestion des comptes spécifiques ouverts par l'Agence pour gérer les fonds de tiers obtenus dans le cadre des programmes et plans d'action qu'elle initie.

Art. 24. Le Ministre délégué à cette fin par le Gouvernement wallon met à la disposition de l'Agence un comptable justiciable de la Cour des comptes qui sera chargé de la garde des fonds et des valeurs de l'Agence.

Art. 25. Les dépenses de l'Agence sont liquidées et payées sans l'intervention préalable de la Cour des comptes. La Cour peut contrôler la comptabilité sur place et se faire fournir en tout temps tout document justificatif, états, renseignements et éclaircissements relatifs aux recettes, aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes.

Section IV. — Des marchés publics

Art. 26. Sans préjudice des règles établies en matière de contrôle des dépenses, en particulier l'article 46 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'organe de direction a délégation pour le choix du mode de passation, en ce compris l'avis de marché, et pour l'attribution de marchés publics dont les montants ne peuvent dépasser les sommes suivantes (exprimées en euros) :

Marché	Adjudication publique Appel d'offres général	Adjudication restreinte Appel d'offres restreint	Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	620.000	375.000	375.000	125.000
Fournitures	375.000	250.000	250.000	75.000
Services	125.000	62.000	62.000	31.000

Art. 27. L'organe de direction est compétent pour prendre toute décision en matière d'exécution de marchés publics. Pour les décisions ayant une incidence financière, l'organe de direction ne peut agir que dans le cadre du marché et pour autant que l'incidence financière maximale ne dépasse pas 15 % du montant d'attribution du marché.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires, modificatives, finales et diverses

Art. 28. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant, les termes "la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" sont remplacés par les termes "l'Agence wallonne de l'Air et du Climat".

Art. 29. L'Agence peut bénéficier des implantations du Ministère de la Région wallonne pour établir ses locaux, ainsi que des services informatiques prestés pour la Région wallonne.

Art. 30. Lors du dépôt de la première proposition budgétaire de l'organe de direction de l'Agence, le Ministre et le Ministre du Budget et des Finances établissent un bilan d'ouverture sur la base d'un inventaire des éléments constitutifs du patrimoine de l'Agence. Les valeurs actives et passives à porter à l'inventaire sont arrêtées par le Gouvernement.

Art. 31. Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne et à l'arrêté du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, les personnes déjà titulaires d'un emploi ou investies d'une mission au sein de la Cellule air de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, pourront faire acte de candidature à une fonction similaire à l'Agence et y être transférées ou mutées, par arrêté ministériel, ou encore être réengagées sans devoir repasser de test d'aptitude pour l'emploi.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

L'entrée en vigueur du décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat en service à gestion séparée est fixée au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 33. Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juillet 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 2484

[2008/202652]

3. JULI 2008 — Erlass zur Organisation der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Wallonische Luft- und Klimaagentur)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 87, § 1 und § 2, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen;

Aufgrund des Artikels 140 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung;

Aufgrund des Artikels 5 des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung;

Aufgrund der Artikel 11, 13, § 3 und § 4, 14, § 2, und 15, § 2, des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen;

Aufgrund des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung;

In der Erwägung, dass die Umsetzung dieser unterschiedlichen Maßnahmen eine Anpassung des Entscheidungsverfahrens und der damit verbundenen administrativen Strukturen erfordert;

Aufgrund des am 18. Dezember 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 6. September 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 6. September 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 7. Mai 2008 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines***Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Agentur: die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" im Sinne des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung, die unter den Dienststellen der Wallonischen Regierung geschaffen wird;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

3° gefährdetes Gebiet: besonders verschmutztes Gebiet wegen chronischen Gasemissionen aus klar bestimmten Anlagen bzw. Ereignissen.

Art. 2 - Die Agentur wird innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region geschaffen.

Die Agentur wird unter die hierarchische Aufsicht des Ministers gestellt.

KAPITEL II — *Aufgaben der Agentur***Art. 3** - § 1. Die Aufgaben der Agentur sind die Folgenden:

1° zur kohärenten Umsetzung und Koordinierung des Wallonischen Luft- und Klimaplan beitragen;

2° innerhalb der Grenzen der von der Regierung erteilten Vollmachten die administrative und finanzielle Verwaltung des Wallonischen Kyoto-Fonds gewährleisten, und die Einnahmen dieses Fonds zwecks der Erfüllung der Aufgaben im Sinne des Artikels 13, § 2 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto verwenden;

3° die Parteienkonten und Personenkonten der Wallonischen Region verwalten und in diesem Rahmen Gutachten abgeben über die Zweckmäßigkeit, Einheiten im Sinne des Artikels 2, 15° bis 18° des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto zu kaufen oder zu verkaufen;

4° im Rahmen der internationalen Beziehungen Belgiens und der belgischen interregionalen Beziehungen im Bereich der Luft- und Klimapolitik Sachverständigengutachten vornehmen, die Verhandlungen für Verträge, Übereinkommen, Instrumente und Zusammenarbeitsabkommen zur Festlegung der auf die Wallonische Region im Bereich der Luft- und Klimapolitik anwendbaren Verpflichtungen vorbereiten und daran teilnehmen, und die finanziellen Beteiligungen der Wallonischen Region an den sich aus diesen Verträgen, Übereinkommen, Instrumenten und Zusammenarbeitsabkommen ergebenden Organen gewährleisten;

5° Studien und Analysen betreffend die Luftqualität und die Klimaentwicklung durchführen, insbesondere:

— Informationen sammeln und aufbewahren, u.a in der Form von Datenbanken;

— Kartographien anfertigen und regelmäßige Bestandsaufnahmen der Emissionen erstellen, in Zusammenarbeit mit den im Bereich der Geomatik zuständigen Stellen der Region;

— prospektive Studien über die Entwicklung der Emissionen und der Luftqualität sowie des Klimas auf mittlere und lange Frist durchführen und Berichte darüber verfassen;

6° Studien über die Auswirkungen der Luftverschmutzung auf die menschliche Gesundheit und die Umweltqualität durchführen, die Informationen verbreiten und in Zusammenarbeit mit den anderen betroffenen Dienststellen, Strategien zur Anpassung an die Klimaveränderungen vorschlagen;

7° für die Umsetzung und Verwaltung der im Bereich der Luftpolitik auf die Wallonische Region anwendbaren Verpflichtungen sorgen, insbesondere:

— Verfassung der Textentwürfe zur Umsetzung oder Durchführung in der Wallonischen Region der internationalen und europäischen Regelungen und im Allgemeinen Beteiligung an der Ausarbeitung der Wallonischen Gesetzgebung im Bereich der Luft- und Klimapolitik und Verfolgung der kohärenten Umsetzung in den anderen Bereichen;

— Projektierung und Entwicklung der Entwürfe von Plänen und Programmen, die darauf abzielen, die internationalen Bestimmungen umzusetzen, und die der Wallonischen Region zugewiesenen Ziele zu erreichen, diese einer öffentlichen Untersuchung zu unterbreiten, und ggf. deren Auswirkungen bewerten zu lassen, dies in Übereinstimmung mit den geltenden Bestimmungen;

— Ausarbeitung von Vorschlägen zu Maßnahmen und verordnungsmäßigen Instrumenten, u.a. in der Form von wirtschaftlichen oder sonstigen Anreizen, die zu dieser Umsetzung beitragen;

— Unterbreitung von Vorschlägen von für die Wallonische Region spezifischen Zielen und entsprechende Quantifizierung;

— aktive Teilnahme an der Entwicklung des Netzes von Messstationen;

— Weiterverfolgung und Förderung der Technologien zur Bekämpfung der Emissionen;

— Besorgung aller von den zuständigen Behörden im Rahmen der Verfahren zur Ausstellung der Genehmigungen und Erlaubnisse im Rahmen des Betriebs von mit Gefahren verbundenen Aktivitäten verlangten Gutachten;

— technische Unterstützung und Empfehlungen zugunsten der öffentlichen Behörden und Betriebe zwecks der Durchführung von punktuellen Maßnahmen zur Einschränkung der Verschmutzung;

8° im Rahmen der Beherrschung bestehender Verschmutzungen und Krisensituationen:

— das Verzeichnis der gefährdeten Gebiete aktualisieren und für diese besonderen Gebiete Verwaltungspläne ausarbeiten;

— im Falle einer bedeutsamen und unerwarteten Verschmutzung, in enger Zusammenarbeit mit der Dienststelle "SOS pollution" des Ministeriums der Wallonischen Region und auf Antrag des Ministers dringende Lösungen ausarbeiten, um das Ausmaß und/oder die Dauer der Verschmutzung zu begrenzen und für ihre sofortige Durchführung sorgen;

— an der Seite der zuständigen Behörden eine Vermittlungsrolle zwischen den Urhebern der Verschmutzung und den Personen, die wegen dieser Verschmutzung einen Schaden erlitten haben, übernehmen;

9° im Rahmen der Kontrolle der Luftverschmutzung und der Schadstoffemissionen:

— die Kontrollstellen unterstützen, durch das Beibringen ihres Fachwissens und spezialisierte Hilfe;

— die Zulassungen verwalten, die kraft des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls erteilt worden sind;

— die Datenbanken im Bereich der Luftemissionen verwalten, validieren und speisen;

— die Prüfung der Emissionen im Rahmen des "Trading" gewährleisten und verwalten, in Ausführung der Artikel 9 und 10 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls;

— das Register der Zertifikate in Anwendung der Artikel 11 und 15, § 4 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds, zwecks der Finanzierung der Verwaltungskosten für die Führung des wallonischen Kyoto-Fonds nach den von der Wallonischen Regierung kraft Artikel 11 § 2 desselben Dekrets festgelegten Modalitäten führen;

— die Projekte genehmigen, die im Rahmen der "joint implementation" (JI) und im Rahmen des "clean development mechanism" (CDM) umgesetzt werden, in Ausführung von Artikel 14 § 2 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto und unter Einhaltung der von der Wallonischen Regierung kraft Artikel 14 § 3 desselben Dekrets festgelegten Modalitäten;

— an Flexibilitätsmechanismen teilnehmen in Anwendung von Artikel 15, § 2 oder § 3 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds, zwecks der Finanzierung der Verwaltungskosten für die Führung des wallonischen Kyoto-Fonds, unter Einhaltung von der Wallonischen Regierung kraft Artikel 15 § 5 desselben Dekrets festgelegten Modalitäten;

— in Koordination mit den zuständigen Stellen der Region im Bereich der Finanzierung von Projekten und gegebenenfalls mit den mit internationalen Beziehungen beauftragten Stellen, die Umsetzung der Flexibilitätsmechanismen in Anwendung von Artikel 15, § 2 oder § 3, des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto sichern;

— die Aufgaben im Sinne von Artikel 5 des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung erfüllen;

— die Aufgaben erfüllen, die ihr durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität anvertraut werden;

— die im Rahmen ihrer Aufgaben gesammelten Daten auslegen;

10° die Forschungsprojekte, Programme und Aktionspläne im Bereich der Luft und des Klimas ständig im Auge behalten.

§ 2. Im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben übermittelt die Agentur den zuständigen Behörden Gutachten über die bestehenden und künftigen Regelungsbestimmungen.

§ 3. Die Agentur führt eine zentrale Anlaufstelle "Luft/Klima" ein, um die Öffentlichkeit und die Einrichtungen, die von der Problematik der Luftverschmutzung und der Klimaveränderungen betroffen sind, zu informieren, sensibilisieren und auszubilden.

Die Agentur entwickelt Sensibilisierungs- und Informationskampagnen, die darauf abzielen, den Einsatz der Bürger hinsichtlich ihres Beitrags zu Maßnahmen und Aktionen zur Verringerung der Luftverschmutzung zu stärken.

Die Agentur bemüht sich, dazu beizutragen, dass die regionale Aktion mit dem Ziel der Bekämpfung der Luftverschmutzung und der Klimaveränderungen kohärent ist. So bemüht sie sich, in ihren Räumlichkeiten und ihren Einkäufen immer den Lösungen, die die geringste Verschmutzung verursachen, den Vorrang zu geben.

Art. 4 - Die Agentur umfasst drei Abteilungen:

- eine technische Abteilung, die mit der Verhandlung und Ausarbeitung der Normen sowie deren Umsetzung beauftragt ist;
- eine finanzielle Abteilung, die mit der Verwaltung des Wallonischen Kyoto-Fonds und der Bearbeitung der CDM ("clean development mechanism") beauftragt ist;
- eine Informationsabteilung, die mit der Information, Sensibilisierung, allgemeinen Kommunikation und Kommunikation der Gefahr in Krisensituationen beauftragt ist.

Jede Abteilung steht unter der operativen Aufsicht eines verantwortlichen Abteilungsleiters.

KAPITEL III — *Das Direktionsorgan*

Art. 5 - Innerhalb der Agentur wird ein Direktionsorgan eingerichtet, das aus den Leitern der Abteilungen der Agentur besteht.

Die Regierung benennt unter den Abteilungsleitern den Vorsitzenden des Direktionsorgans der Agentur, nachstehend den "Vorsitzenden" genannt.

Binnen 6 Monaten nach der ersten Benennung des Vorsitzenden genehmigt die Regierung auf Vorschlag des Ministers das erste mehrjährige Arbeitsprogramm der Agentur, das für 5 Jahre gilt.

Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Nr. 3 oder bis dessen Benennung der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt nimmt an den Sitzungen des Direktionsorgans mit beratender Stimme teil.

Art. 6 - § 1. Der Vorsitzende ist unter der Aufsicht des Ministers mit der allgemeinen Leitung und der täglichen Verwaltung der Agentur beauftragt. Er selbst oder sein Vertreter nimmt am strategischen Ausschuss teil, der bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder dem Direktionsausschuss der operativen Generaldirektion Nr. 3 errichtet ist.

§ 2. Das Direktionsorgan erstellt jedes Kalenderjahr einen Vorschlag für das Arbeitsprogramm des folgenden Jahres. Der Vorschlag wird unter Berücksichtigung der Aufgaben, die der Agentur durch Artikel 3 vorliegenden Erlasses anvertraut werden, sowie des mehrjährigen Arbeitsprogramms im Sinne von Artikel 5 vorliegenden Erlasses ausgearbeitet.

§ 3. Das Direktionsorgan ist damit beauftragt, dem Minister alle 6 Monate Bericht zu erstatten über die Durchführung der Aufgaben der Agentur, unter Berücksichtigung ihres Arbeitsprogramms, sowie über die Wahrnehmung der Verantwortlichkeiten durch das Direktionsorgan.

Das Direktionsorgan wird ebenfalls damit beauftragt, über den Minister der Wallonischen Regierung den Jahresbericht zu übermitteln. Dieser Jahresbericht muss dem Minister vor dem 15. Oktober eines jeden Jahres übermittelt werden. Er wird von der Regierung vor dem 31. Dezember des Jahres, auf das er sich bezieht, genehmigt.

Der Minister kann außerhalb dieser regelmäßigen Berichte zu jeder Zeit vom Vorsitzenden und vom Direktionsorgan der Agentur verlangen, dass sie ihm Informationen bezüglich der Wahrnehmung ihrer Verantwortlichkeiten vorlegen oder mitteilen.

Art. 7 - Das Direktionsorgan trifft alle Entscheidungen betreffend die Organisation der Arbeiten und die reibungslose Arbeit der Agentur.

Art. 8 - § 1. Das Direktionsorgan bestimmt eine innere Dientsordnung.

§ 2. Das Direktionsorgan darf nur dann tagen, wenn mindestens die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist.

Die Beschlüsse des Direktionsorgans werden wenn möglich im Konsens gefasst und ggf. mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

KAPITEL IV — *Das Personal*

Art. 9 - § 1. Das Personal der Agentur umfasst:

- 1° einen Direktor;
- 2° zweiundzwanzig Personen der Stufe 1, worunter zwei Abteilungsleiter, die von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Ministers unter dem Personal der Agentur benannt werden;
- 3° zwei Personen der Stufe 2+;
- 4° zwei Personen der Stufe 2;
- 5° eine Person der Stufe 3.

§ 2. Das Direktionsorgan ist mit der Organisation der Arbeit und der Zuteilung der innerhalb der Agentur ausgeübten Ämter beauftragt.

Art. 10 - Die Arbeitsverträge, die sich auf neue Ämter beziehen, werden einer Probezeit unterworfen, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 67 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge.

KAPITEL V — *Haushaltsplan und Rechnungen*

Abschnitt 1 — Haushaltsplan

Art. 11 - Der Haushaltsplan der Agentur führt ihre gesamten Einnahmen und Ausgaben an.

Er wird jedes Jahr aufgestellt. Das Haushaltsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 12 - Die Ausgaben in Bezug auf den Betrieb der Agentur sowie auf die Verwaltung der ihr zugewiesenen Güter gehen zu Lasten des Haushaltsplans der Agentur.

Art. 13 - § 1. Im Haushaltsplan der Agentur wird zwischen folgenden Einnahmen unterschieden:

- 1° die Dotation der Wallonischen Region, die auf der Grundlage des Arbeitsprogramms der Agentur festgelegt wird;
- 2° die Geldmittel von Drittpersonen, die der Agentur zwecks der Ausführung von Aktionsplänen oder besonderen Programmen zugewiesen werden;

3° die Einnahmen und Gewinne aus der Ausübung der Aufgaben und Tätigkeiten der Agentur, wobei diese Einnahmen je nach ihrem Ursprung unterschieden werden;

4° die Einnahmen aus den Finanzerträgen der spezifischen Konten, die eröffnet wurden, um die Geldmittel von Drittpersonen, die im Rahmen der Finanzierung und Aktionspläne der Agentur erhalten wurden, in Empfang zu nehmen, sowie aus der Verwaltung der Konten der Agentur;

5° der Ertrag aus Dienstleistungen zugunsten von Dritten;

6° der Beitrag des wallonischen Kyoto-Fonds in Anwendung von Artikel 3 § 2, des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto und von Artikel 2, 5° des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung.

§ 2. Im Haushaltsplan der Agentur werden die Ausgaben wie folgt verteilt:

1° Betriebskosten;

2° Erwerbskosten;

3° Bewertungskosten;

4° sonstige Kosten.

Art. 14 - Der Haushaltsplan der Agentur besteht aus drei Teilen:

a) die laufenden Geschäfte;

b) die Kapitalgeschäfte;

c) die Ordergeschäfte.

Die Geschäfte werden in Übereinstimmung mit der ökonomischen Klassifikation aufgegliedert.

Der Unterschied Einnahmen-Ausgaben wird innerhalb jedes dieser Teile gemacht.

Art. 15 - Der Haushaltsplan der Agentur kann einen jährlichen Beitrag umfassen, der den dem Wallonischen Kyoto-Fonds zugewiesenen Einnahmen entnommen wird, um die Kosten zu finanzieren, die mit der administrativen und finanziellen Verwaltung des Kyoto-Fonds und mit den Studien und Leistungen durch Drittpersonen verbunden sind, in Anwendung von Artikel 13, § 2 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto und von Artikel 2, 5° des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung.

Die Personalkosten gehen zu Lasten des allgemeinen Haushaltsplans der Wallonischen Region.

Art. 16 - Die finanziellen Mittel, die am Ablauf des vorherigen Haushaltsjahrs verfügbar sind, dürfen ab dem Anfang eines Haushaltsjahrs benutzt werden.

Die Übertragungen von Mitteln im Sinne von Artikel 13, § 1, 2° sind binnen der Grenze der Dauer eines jeden von der Agentur eingeleiteten Programms oder Aktionsplans erlaubt.

Art. 17 - § 1. Das Direktionsorgan erarbeitet jedes Jahr einen Vorschlag zum Haushaltsplan, dem ggf. die Abänderungen zum mehrjährigen Arbeitsprogramm im Sinne von Artikel 5 vorliegenden Erlasses beigefügt werden.

Das Direktionsorgan kann gleichzeitig mit der Ausarbeitung des im 1. Absatz erwähnten Vorschlags zum Haushaltsplan dem Minister einen Vorschlag für die Vergrößerung des in vorliegendem Erlass festgelegten Stellenplans des Personals unterbreiten.

§ 2. Der Vorentwurf des Haushaltsplans wird dem Minister spätestens am 30. Juni des Jahres vor dem Haushaltsjahr übermittelt.

Der Haushaltsplan der Agentur wird in das Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region eingefügt, und in Titel VI der Tabelle dieses Dekrets eingetragen.

Die Genehmigung des Haushaltsplans der Agentur liegt vor, wenn die Bestimmungen betreffend diesen Haushaltsplan im Dekret zur Festlegung des allgemeinen Haushaltsplans der Region verabschiedet werden. Durch dieses Haushaltsdekret wird dem Minister erlaubt, Übertragungen von Haushaltsmitteln vorzunehmen.

Wenn die Genehmigung vor dem Anfang des Haushaltsjahrs nicht vorliegt, kann die Agentur auf der Grundlage von provisorischen Zwölfteilen arbeiten.

Abschnitt 2 — Buchführung und Rechnungslegung

Art. 18 - Eine Aufstellung der Einnahmen und eine Aufstellung der Ausgaben werden am Ende eines jeden Semesters vorgenommen.

Der Minister unterbreitet diese Aufstellungen dem Rechnungshof durch die Vermittlung des Finanzministers.

Die Belege werden vor Ort aufbewahrt.

Art. 19 - Am Ende eines jeden Haushaltsjahres werden in Übereinstimmung mit den Kapiteln V und VI der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung folgende Dokumente erstellt:

a. eine Aufstellung der aktiven und passiven Lage der Agentur;

b. eine Rechnungsaufstellung über die Ausführung des Haushaltsplans;

c. eine Rechnung der Vermögensschwankungen, dem ein Vermögensverzeichnis beigefügt wird;

d. eine Kassenrechnung, in dem die Übereinstimmung zwischen dem Haushaltsergebnis und dem Kassenergebnis festgelegt wird.

Der Minister übermittelt diese Rechnungen spätestens am 31. März nach dem Jahr, auf das sie sich beziehen, dem Finanzminister, der sie vor dem 30. April desselben Jahres dem Rechnungshof unterbreitet.

Art. 20 - Die in Artikel 19, 1. Absatz, erwähnten Rechnungen werden der Rechnungsaufstellung über die Ausführung des Haushaltsplanes der Wallonischen Region (Teil : Ministerium der Wallonischen Region - Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt) beigefügt und in die allgemeine Rechnung der Wallonischen Region eingefügt.

Abschnitt 3 — Rechnungsführung und Finanzverwaltung

Art. 21 - Der Betrag der Ausgaben darf weder den Betrag der Einnahmen noch den Betrag der zugunsten der Agentur gewählten eingeschränkten Mittel überschreiten.

Der Haushaltsplan der Agentur wird vom Vorsitzenden des Direktionsorgans oder von einem zu diesem Zweck vom zuständigen Minister beauftragten Anweisungsbefugten verwaltet. Bei der Ausübung dieses Amtes beachten sie die Regeln für die Ausgabenverpflichtungen, so wie sie in den Kapiteln II, III und IV der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung festgelegt sind. Zu diesem Zweck führen sie eine Buchführung der Verpflichtungen.

Art. 22 - § 1. Der Vorsitzende des Direktionsorgans der Agentur besitzt die Eigenschaft des beauftragten Anweisungsbefugten.

Er kann jede auf den Haushaltsplan der Agentur anrechenbare Ausgabe bis zu einem Betrag in Höhe von 5.500 Euro außer MWSt eingehen, genehmigen und anweisen. Der Vorsitzende kann diese Befugnis den Abteilungsleitern übertragen.

§ 2. Das Direktionsorgan ist zuständig, um in den Grenzen der im Haushaltsplan der Agentur festgelegten Mittel Ausgaben, die einen Betrag in Höhe von 5.500 außer MWSt überschreiten, einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen.

Das Direktionsorgan ist ebenfalls zuständig, um jeden Beschluss bezüglich der Vereinnahmung der Einnahmen und Einkünfte zu fassen. Es ist zuständig, um Schenkungen und Legate anzunehmen oder zu verweigern.

Art. 23 - Im Rahmen der Verwaltung der in Artikel 3, § 1, 10^o erwähnten Programme und Aktionspläne ist die Agentur damit beauftragt, unter der operativen Leitung des Direktionsorgans spezifische Bankkonten zu verwalten, die bei der Hausbank der Wallonischen Region geöffnet worden sind. Die Ertragszinsen dieser Konten werden ebenfalls unter der operativen Leitung des Direktionsorgans von der Agentur anhand eines spezifischen Bankkontos verwaltet.

Das Direktionsorgan ist dazu befugt, den verschiedenen Bezugsberechtigten die Zuschüsse, die sich aus der Durchführung der von der Agentur eingeleiteten Aktionspläne und Programme ergeben, zu überweisen.

Es entscheidet über die Verwendung der Finanzerträge, die sich aus der Verwaltung der spezifischen Konten ergeben, die von der Agentur geöffnet worden sind, um Geldmittel von Drittpersonen zu verwalten, die sie im Rahmen der von ihr eingeleiteten Programme und Aktionspläne erhalten hat.

Art. 24 - Der zu diesem Zweck von der Wallonischen Regierung beauftragte Minister stellt der Agentur einen gegenüber dem Rechnungshof verantwortlichen Rechnungsführer zur Verfügung, der mit der Verwahrung der Gelder und Werte der Agentur beauftragt werden wird.

Art. 25 - Die Ausgaben der Agentur werden ohne vorheriges Eingreifen des Rechnungshofs berechnet und ausgezahlt. Der Hof kann die Buchführung vor Ort prüfen und sich zu jeder Zeit alle Belege, Aufstellungen, Auskünfte und Erklärungen bezüglich der Einnahmen, Ausgaben, sowie Guthaben und Schulden übergeben lassen.

Abschnitt IV — Öffentliche Aufträge

Art. 26 - Unbeschadet der im Bereich der Kontrolle der Ausgaben festgesetzten Regeln, insbesondere Artikel 46 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, ist das Direktionsorgan dazu bevollmächtigt, das Vergabeverfahren, einschließlich der Auftragsbekanntmachung, zu wählen und öffentliche Aufträge zu vergeben, solange die Beträge die folgenden Werte (in Euro) nicht überschreiten:

Auftrag	Öffentliche Ausschreibung/allgemeiner Angebotsaufruf	Beschränkte Ausschreibung/beschränkter Angebotsaufruf	Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung
Arbeiten	620.000	375.000	375.000	125.000
Lieferungen	375.000	250.000	250.000	75.000
Dienstleistungen	125.000	62.000	62.000	31.000

Art. 27 - Das Direktionsorgan ist zuständig, um alle Beschlüsse im Bereich der Ausführung von öffentlichen Aufträgen zu fassen. Was die Beschlüsse angeht, die finanzielle Auswirkungen haben, darf das Direktionsorgan nur im Rahmen des Auftrags handeln, und dies insofern die maximale finanzielle Auswirkung 15% des Betrags der Auftragsvergabe nicht überschreitet.

KAPITEL VI — Übergangs-, Abänderungs-, Schluss- und sonstige Bestimmungen

Art. 28 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität wird der Wortlaut "Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt" durch "Agence wallonne de l'Air et du Climat" ersetzt.

Art. 29 - Die Agentur kann die Niederlassungen des Ministeriums der Wallonischen Region in Anspruch nehmen, um dort ihre Räumlichkeiten einzurichten; sie kann auch die für die Wallonische Region geleisteten Dienste im Bereich der Informatik in Anspruch nehmen.

Art. 30 - Bei der Hinterlegung durch das Direktionsorgan des ersten Vorschlags zum Haushaltsplan der Agentur legen der Minister und der Minister des Haushalts und der Finanzen auf der Grundlage einer Bestandsaufnahme der Bestandteile des Vermögens der Agentur eine Eröffnungsbilanz fest. Die aktiven und passiven Werte, die in dieser Bestandsaufnahme einzutragen sind, werden von der Regierung bestimmt.

Art. 31 - In Abweichung von den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder können sich die Personen, die bereits eine Stelle oder eine Aufgabe innerhalb der Zelle "Luft" der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt haben, um ein ähnliches Amt in der Agentur bewerben und dort durch Ministerialerlass übertragen oder versetzt werden oder aber wieder eingestellt werden, ohne den für die Stelle bestimmten Eignungstest nochmals machen zu müssen.

Art. 32 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Das Inkrafttreten des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung wird auf den Tag des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses festgelegt.

Art. 33 - Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juli 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2484

[2008/202652]

3 JULI 2008. — Besluit van de Waalse Regering houdende organisatie van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat)

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 87, §§ 1 en 2, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op artikel 140 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op artikel 5 van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

Gelet op de artikelen 11, 13, §§ 3 en 4, 14, § 2, en 15, § 2, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

Gelet op het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" als dienst met afzonderlijk beheer;

Overwegende dat de tenuitvoerlegging van deze verschillende maatregelen de aanpassing van het besluitvormingsproces en van de desbetreffende administratieve structuren vergt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 december 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 september 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 6 september 2007;

Gelet op advies van de Raad van State, gegeven op 7 mei 2008;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Agentschap : het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" in de zin van het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" als dienst met afzonderlijk beheer, opgericht binnen de diensten van de Waalse Regering;

2° "Minister" : de Minister van Leefmilieu;

3° gevoelige zone : zone die bijzonder getroffen is door verontreiniging te wijten aan chronische gasemissies veroorzaakt door installaties en/of duidelijk vastgestelde verschijnsels.

Art. 2. Het Agentschap wordt binnen het Ministerie van het Waalse Gewest opgericht.

Het Agentschap staat onder het hiërarchisch gezag van de Minister.

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten van het Agentschap*

Art. 3. § 1. Het Agentschap wordt belast met de volgende opdrachten :

1° bijdragen tot de coherente tenuitvoerlegging en de coördinatie van het "Plan wallon Air-Climat" (Waals Plan Lucht-Klimaat);

2° binnen de perken van de door de Regering toegewezen bevoegdheden het administratief en financieel beheer van het "Fonds wallon Kyoto" waarnemen en de opbrengsten van dat Fonds bestemmen voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 13, § 2, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

3° het beheer waarnemen van de rekeningen van partijen en van de rekeningen van personen van het Waalse Gewest en in dat raam advies uitbrengen over de opportuniteit om eenheden zoals bedoeld in artikel 2, 15° tot 18°, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto te kopen of te verkopen;

4° in het raam van de internationale betrekkingen van België, alsook van de Belgische intergewestelijke betrekkingen, inzake het lucht- en klimaatbeleid : expertises uitvoeren, de onderhandelingen van de verdragen, overeenkomsten, samenwerkingsinstrumenten en -akkoorden tot vastlegging van de aan het Waalse Gewest opgelegde verplichtingen inzake het lucht- en klimaatbeleid voorbereiden en eraan deelnemen en zorgen voor de financiële tegemoetkomingen van het Waalse Gewest aan de instellingen die uit die verdragen, overeenkomsten, samenwerkingsinstrumenten en -akkoorden voortkomen;

5° studies en analyses uitvoeren i.v.m. de kwaliteit van de lucht en de evolutie van het klimaat, en in het bijzonder :

- gegevens verzamelen en opslaan, o.a. via databanken;
- in samenwerking met de entiteiten van het Gewest die inzake geomatica bevoegd zijn regelmatige emissiekaarten en -inventarissen opmaken;
- perspectiefstudies uitvoeren over de evolutie van de emissies en de kwaliteit van de lucht en het klimaat op middellange termijn en zorgen voor het opstellen van verslagen;

6° studies uitvoeren i.v.m. de effecten van de luchtverontreiniging op de gezondheid van de mens en de kwaliteit van het leefmilieu, informatie verstrekken en in samenwerking met de overige betrokken diensten strategieën voorstellen met het oog op de aanpassing aan de klimaatveranderingen;

7° zorgen voor de tenuitvoerlegging en het beheer van de verplichtingen die inzake het luchtbeleid toepasselijk zijn op het Waalse Gewest, o.a. :

- tekstontwerpen opstellen met het oog op de omzetting of de tenuitvoerlegging van de internationale en Europese regelgeving in het Waalse Gewest en, in het algemeen, meewerken aan het uitwerken van de Waalse wetgeving inzake het lucht- en klimaatbeleid en er de coherente tenuitvoerlegging van voortzetten in de overige beleidsvoeringen;

- ontwerpen van plannen en programma's bedenken en ontwikkelen met het oog op de uitvoering van de internationale regelgeving en op het halen van de aan het Waalse Gewest opgelegde doelstellingen, ze aan een openbaar onderzoek onderwerpen en, desgevallend, de effecten ervan laten evalueren, overeenkomstig de geldende regelgeving;

- voorstellen indienen i.v.m. reglementaire maatregelen en instrumenten, al dan niet economische incentives, die tot deze tenuitvoerlegging bijdragen;

- specifieke doelstellingen voor het Waalse Gewest indienen en in cijfers vertalen;

- actief meewerken aan de ontwikkeling van het netwerk van meetstations;

- zorgen voor de opvolging en de bevordering van de technologieën inzake de bestrijding van emissies;

- de bevoegde overheden advies geven in het raam van de procedures tot aflevering van vergunningen en machtigingen i.v.m. de exploitatie van risicoactiviteiten;

- de overheden en bedrijven technische bijstand en advies geven bij het uitvoeren van punctuele metingen ter beperking van de verontreiniging;

8° in het raam van het beheer van bestaande verontreinigingen en crisistoestanden :

- de lijst van de gevoelige zones bijhouden en beheersplannen voor deze bijzondere zones uitwerken;

- in geval van belangrijke en onverwachte verontreiniging, in nauwe samenwerking met de dienst "SOS pollution" van het Ministerie van het Waalse Gewest en op verzoek van de Minister dringend oplossingen uitwerken om de omvang en/of de duur van de verontreiniging te beperken en ervoor zorgen dat ze onmiddellijk ten uitvoer gelegd worden;

- naast de bevoegde overheden als bemiddelaar optreden tussen de vervuilers en de personen die schade hebben opgelopen;

9° in het raam van de controle op de luchtverontreiniging en de verontreinigende emissies :

- de controle-instellingen expertise verlenen in de vorm van elke door hen gevraagde gespecialiseerde hulp;

- zorgen voor het beheer van de erkenningen afgegeven krachtens het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

- zorgen voor het beheer, de validering en de bevoorrading van de databanken betreffende de luchtmissies;

- in het raam van "trading" controle op de emissies uitvoeren en zorgen voor het beheer van die controle, ter uitvoering van de artikelen 9 en 10 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

- de quotalist bijhouden overeenkomstig de artikelen 11 en 15, § 4, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto en volgens de modaliteiten die de Waalse Regering krachtens artikel 11, § 2, van hetzelfde decreet heeft vastgelegd;

- de JI-projectactiviteiten en de CDM-projectactiviteiten goedkeuren, ter uitvoering van artikel 14, § 2, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto en volgens de modaliteiten die de Waalse Regering krachtens artikel 11, § 3, van hetzelfde decreet heeft vastgelegd;

- meewerken aan flexibiliteitsmechanismen overeenkomstig artikel 15, § 2. of § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto en met inachtneming van de modaliteiten die de Waalse Regering krachtens artikel 15, § 5, van hetzelfde decreet heeft vastgelegd;

- in samenwerking met de entiteiten van het Gewest die inzake financieringsproject bevoegd zijn en, desgevallend, met de entiteiten die met internationale betrekkingen belast zijn, zorgen voor de tenuitvoerlegging van flexibiliteitsmechanismen overeenkomstig artikel 15, § 2 of § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

- de opdrachten vervullen die bedoeld worden in artikel 5 van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

- de opdrachten vervullen die hem toegewezen worden bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de omgevingsluchtkwaliteit;

- uitleg geven over de gegevens ingezameld in het raam van zijn opdrachten;

10° toezicht houden op de onderzoeksprojecten, actieprogramma's en -plannen inzake de lucht en het klimaat.

§ 2. In het raam van de uitoefening van zijn opdrachten geeft het Agentschap de bevoegde overheden advies over de bestaande en de toekomstige regelgeving.

§ 3. Het Agentschap voert een eenheidsloket "Lucht/Klimaat" in om het publiek en de bij de problematiek van de luchtverontreiniging en de klimaatveranderingen betrokken instellingen te informeren, te sensibiliseren en op te leiden.

Het Agentschap ontwikkelt bewustmakings- en informatiecampagnes opdat de burgers meer zouden bijdragen tot de maatregelen en acties ter vermindering van de luchtverontreiniging.

Het Agentschap tracht ervoor te zorgen dat de gewestelijke actie coherent is met de doelstelling bestrijding van de luchtverontreiniging en de klimaatveranderingen. Wat zijn vestiging en aankopen betreft, zal het derhalve de voorkeur geven aan de minst verontreinigende oplossingen.

Art. 4. Het Agentschap bestaat uit drie afdelingen :

— een technische afdeling belast met de bespreking en de uitwerking van de normen, alsook met de tenuitvoerlegging ervan;

— een financiële afdeling belast met het beheer van het "Fonds wallon Kyoto" en met de opvolging van de CDM (Clean Development Mechanism);

— een afdeling informatie belast met informatieverstrekking, bewustmaking, communicatie in het algemeen en kennisgeving van het risico in crisistoestand.

Elke afdeling staat onder het operationeel gezag van een verantwoordelijke.

HOOFDSTUK III. — *Directieorgaan*

Art. 5. Binnen het Agentschap wordt een directieorgaan opgericht dat samengesteld is uit de verantwoordelijken van de afdelingen van het Agentschap.

De voorzitter van het directieorgaan van het Agentschap, hierna "de voorzitter" genoemd, wordt door de Regering onder de verantwoordelijken van de afdelingen aangewezen.

Binnen zes maanden na de eerste aanwijzing van de voorzitter neemt de Regering, op voorstel van de Minister, het eerste meerjarenwerkprogramma van het Agentschap voor vijf jaar aan.

De directeur-generaal van het operationele Directoraat-generaal nr. 3 of, in afwachting van zijn aanwijzing de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, woont de vergaderingen van het directieorgaan met raadgevende stem bij.

Art. 6. § 1. De voorzitter wordt onder het toezicht van de Minister belast met de algemene directie en het dagelijks beheer van het Agentschap. Hijzelf of zijn afgevaardigde neemt deel aan het strategisch comité dat ingesteld is bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of het directiecomité van het operationele Directoraat-generaal nr. 3.

§ 2. Het directieorgaan legt elk kalenderjaar een voorstel van werkprogramma voor het komende jaar over. Het voorstel wordt overgelegd voor wat de opdrachten betreft die bij artikel 3 van dit besluit aan het Agentschap toegewezen worden, alsook voor wat betreft het meerjarenwerkprogramma bedoeld in artikel 5 van dit besluit.

§ 3. Het directieorgaan brengt om de zes maanden verslag aan de Minister uit over de uitvoering van de opdrachten van het Agentschap, voor wat zijn werkprogramma betreft, en over de uitoefening van zijn eigen verantwoordelijkheden.

Het directieorgaan maakt het door hem opgesteld jaarverslag aan de Waalse Regering over via de Minister. Dat jaarverslag wordt jaarlijks op 15 oktober aan de Minister overgemaakt. Het wordt door de Regering goedgekeurd vóór 31 december van het jaar waarop het betrekking heeft.

Behalve die periodieke verslagen kan de Minister de voorzitter en het directieorgaan elk ogenblik verzoeken om de overlegging of de mededeling van gegevens over de uitoefening van hun verantwoordelijkheden.

Art. 7. Het directieorgaan neemt alle beslissingen i.v.m. de organisatie van de werken en de vlotte werking van het Agentschap.

Art. 8. § 1. Het directieorgaan maakt een huishoudelijk reglement op.

§ 2. Het directieorgaan kan slechts zitting hebben als minstens de meerderheid van de leden aanwezig is.

Indien mogelijk worden de beslissingen van het directieorgaan bij consensus en, in voorkomend geval, bij gewone meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

HOOFDSTUK IV. — *Personeel*

Art. 9. § 1. Het personeel van het Agentschap bestaat uit :

1° een directeur;

2° tweeëntwintig personen van niveau 1, van wie twee afdelingsverantwoordelijken die op de voordracht van de Minister door de Waalse Regering onder het personeel van het Agentschap aangewezen worden;

3° twee personen van niveau 2+;

4° twee personen van niveau 2;

5° één persoon van niveau 3.

§ 2. Het directieorgaan wordt belast met de werkorganisatie en met de toewijzing van de functies die binnen het Agentschap uitgeoefend worden.

Art. 10. De arbeidsovereenkomsten betreffende nieuwe functies worden aan een proefperiode onderworpen overeenkomstig de bepalingen van artikel 67 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

HOOFDSTUK V. — *Begroting en rekeningen**Afdeling 1. — Begroting*

Art. 11. De begroting van het Agentschap omvat het geheel van zijn ontvangsten en uitgaven.

Ze wordt jaarlijks opgemaakt. Het begrotingsjaar, hierna "boekjaar" genoemd, begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Art. 12. De uitgaven i.v.m. de werking van het Agentschap en het beheer van de goederen die hem toegewezen worden, zijn ten laste van zijn begroting.

Art. 13. § 1. De begroting van het Agentschap onderscheidt de volgende uitgaven :

1° de dotatie van het Waalse Gewest, berekend op basis van het werkprogramma van het Agentschap;

2° de fondsen van derden toegewezen aan het Agentschap voor de uitvoering van bijzondere actieplannen of -programma's;

3° de opbrengsten en winsten die voortkomen uit de uitoefening van de opdrachten en activiteiten van het Agentschap, waarbij een onderscheid gemaakt wordt op grond van de herkomst van deze ontvangsten;

4° de ontvangsten uit de financiële opbrengsten van de specifieke rekeningen die geopend worden om de fondsen van derden in ontvangst te nemen die verkregen werden in het raam van de financiering van de door het Agentschap opgestarte actieprogramma's en -plannen, alsook van het beheer van zijn rekeningen;

5° de opbrengst van diensten die aan derden verleend worden;

6° de bijdrage van het "Fonds wallon Kyoto", overeenkomstig artikel 13, § 2, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto en artikel 2, § 5°, van het decreet houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" als dienst met afzonderlijk beheer. § 2. De begroting van het Agentschap verdeelt de uitgaven als volgt :

1° werkingskosten;

2° aankoopkosten;

3° ramingskosten;

4° diverse kosten.

Art. 14. De begroting van het Agentschap is opgesplitst in drie delen :

a) de lopende verrichtingen;

b) de kapitaalverrichtingen;

c) de orderverrichtingen.

De verrichtingen worden ingedeeld overeenkomstig de economische indeling.

Binnen elke gedeelte wordt het onderscheid ontvangsten-uitgaven gemaakt.

Art. 15. De begroting van het Agentschap kan voorzien in een jaarlijkse bijdrage die met het oog op de financiering van de kosten van het administratief en financieel beheer van het Kyotofonds en van kosten voor studies en prestaties van derden uitgetrokken wordt op de ontvangsten bestemd voor het "Fonds wallon Kyoto", overeenkomstig artikel 13, § 2, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto en artikel 2, § 5°, van het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" als dienst met afzonderlijk beheer.

De personeelskosten zijn voor rekening van de algemene begroting van het Waalse Gewest.

Art. 16. De financiële middelen die beschikbaar zijn aan het einde van een boekjaar mogen vanaf het begin van het volgende boekjaar gebruikt worden.

De overdrachten van de middelen bedoeld in artikel 13, § 1, 2°, zijn toegelaten binnen de looptijd van elk actieprogramma of -plan dat door het Agentschap opgestart wordt.

Art. 17. § 1. Het directieorgaan legt jaarlijks een begrotingsvoorstel over, desgevallend samen met de wijzigingen die aangebracht moeten worden in het meerjarenwerkprogramma bedoeld in artikel 5 van dit besluit.

Het directieorgaan kan de Minister, tegelijkertijd met het begrotingsvoorstel bedoeld in het eerste lid, een voorstel tot uitbreiding van de bij dit besluit vastgelegde personeelsformatie overleggen.

§ 2. Het voorontwerp van begroting wordt uiterlijk 30 juni van het jaar dat aan het boekjaar voorafgaat aan de Minister overgemaakt.

De begroting van het Agentschap wordt opgenomen in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en in titel VI van de tabel van dat decreet.

De begroting van het Agentschap wordt goedgekeurd na stemming van de desbetreffende bepalingen van het decreet houdende de algemene begroting van het Gewest. Dat begrotingsdecreet machtigt de Minister ertoe kredietoverdrachten te verrichten.

Bij gebrek aan goedkeuring vóór het begin van het boekjaar kan het Agentschap op basis van voorlopige twaalfde werken.

Afdeling 2. — Boekhouding en overlegging van rekeningen

Art. 18. Aan het einde van elk kwartaal worden een staat van de ontvangsten en een staat van de uitgaven opgemaakt.

De Minister legt die staten aan het Rekenhof over via de Minister van Financiën.

De bewijsstukken worden ter plaatse bewaard.

Art. 19. Aan het einde van elk boekjaar worden overeenkomstig de hoofdstukken V en VI van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, de volgende stukken opgemaakt :

- a. een overzicht van de activa en passiva van het Agentschap;
- b. een uitvoeringsrekening van de begroting;
- c. een rekening van de veranderingen van het vermogen, vergezeld van een inventaris van het vermogen;
- d. een schatkistrekening die de overeenstemming van het begrotingsresultaat met het schatkistresultaat vaststelt.

Die resultaten worden uiterlijk 31 maart na het jaar waarop ze betrekking hebben door de Minister overgemaakt aan de Minister van Financiën, die ze vóór 30 april van hetzelfde jaar aan het Rekenhof overlegt.

Art. 20. De rekeningen bedoeld in artikel 19, eerste lid, worden gevoegd bij de uitvoeringsrekeningen van het Waalse Gewest - Ministerie van het Waalse Gewest (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) en opgenomen op de algemene rekening van het Waalse Gewest.

Afdeling 3. — Financieel en boekhoudkundig beheer

Art. 21. Het bedrag van de uitgaven mag niet hoger zijn dan het bedrag van de ontvangsten of van de limitatieve kredieten die ten gunste van het Agentschap gestemd worden.

De begroting van het Agentschap wordt beheerd door de voorzitter van het directieorgaan of door een daartoe door de bevoegde Minister gedelegeerd ordonnateur. In die functie houden ze zich aan de regels vastgelegd krachtens de hoofdstukken II, III en IV van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, die de vastlegging van de uitgaven regelen. Daartoe houden ze de boeken van de vastleggingen.

Art. 22. § 1. De voorzitter van het directieorgaan van het Agentschap heeft de hoedanigheid van gedelegeerd ordonnateur.

Hij kan elke uitgave die op de begroting van het Agentschap uitgetrokken mag worden, vastleggen, goedkeuren en ordonnanceren tot een bedrag van 5.500 euro, excl. BTW. De voorzitter kan die bevoegdheid aan de afdelingsverantwoordelijken delegeren.

§ 2. Het directieorgaan is bevoegd om binnen de perken van de kredieten die in de begroting van het Agentschap vastliggen, te beslissen over elke vastlegging, goedkeuring en ordonnanciering van uitgaven boven 5.500 euro, excl. BTW.

Het directieorgaan is ook bevoegd om elke beslissing i.v.m. de inning van de ontvangsten en inkomsten te nemen. Het is bevoegd om te beslissen over de aanvaarding of de weigering van giften en legaten.

Art. 23. In het raam van het beheer van de actieprogramma's en -plannen bedoeld in artikel 3, § 1, 10°, wordt het Agentschap belast met het beheer van de specifieke bankrekeningen die bij de Kashouder van het Waalse Gewest geopend worden, onder de operationele directie van het directieorgaan. De creditrente van die rekeningen wordt ook door het Agentschap via een specifieke bankrekening beheerd onder de operationele directie van het directieorgaan.

Het directieorgaan is bevoegd om de subsidies die uit de tenuitvoerlegging van de door het Agentschap opgestarte actieplannen en -programma's voortkomen aan de verschillende begunstigden over te dragen.

Het beslist over de bestemming van de financiële opbrengsten uit het beheer van de specifieke rekeningen die door het Agentschap worden geopend met het oog op het beheer van de fondsen van derden verkregen in het raam van de door hem opgestarte actieplannen en -programma's.

Art. 24. De daartoe door de Waalse Regering gedelegeerde Minister stelt een aan het Rekenhof onderworpen boekhouder ter beschikking van het Agentschap. Die boekhouder zal toezicht houden op de fondsen en waarden van het Agentschap.

Art. 25. De uitgaven van het Agentschap worden vereffend en betaald zonder de voorafgaande tussenkomst van het Rekenhof. Het Rekenhof kan de boekhouding ter plaatse controleren en elk ogenblik verzoeken om de overlegging van alle bewijsstukken, staten, gegevens en uitleg i.v.m. de ontvangsten, uitgaven, alsook vermogens en schulden.

Afdeling IV. — Overheidsopdrachten

Art. 26. Onverminderd de regels die vastliggen inzake de controle op de uitgaven, namelijk artikel 46 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, heeft het directieorgaan volmacht voor de keuze van de gunningswijze, bericht van opdracht inbegrepen, en voor de toewijzing van overheidsopdrachten waarvan de bedragen (uitgedrukt in euro) niet hoger mogen zijn dan :

Opdracht	Openbare aanbesteding/ algemene offerteaanvraag	Beperkte aanbesteding/ beperkte offerteaanvraag	Onderhandelings- procedure met bekendmaking	Onderhandelings- procedure zonder bekendmaking
Werken	620.000	375.000	375.000	125.000
Leveringen	375.000	250.000	250.000	75.000
Diensten	125.000	62.000	62.000	31.000

Art. 27. Het directieorgaan is bevoegd om elke beslissing inzake de uitvoering van overheidsopdrachten te nemen. Wat de beslissingen met een financiële weerslag betreft, mag het directieorgaan slechts handelen in het raam van de opdracht en voor zover de maximale financiële weerslag niet hoger is dan 15 % van het toewijzingsbedrag van de opdracht.

HOOFDSTUK VI. — Overgangs-, wijzigings-, slot- en diverse bepalingen

Art. 28. In het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit worden de woorden "het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu" vervangen door de woorden "l'Agence wallonne de l'Air et du Climat".

Art. 29. Het Agentschap mag gebruik maken van de gebouwen van het Ministerie van het Waalse Gewest om er zijn lokalen te vestigen, alsook van de informaticadiensten die voor het Waalse Gewest verstrekt worden.

Art. 30. Bij de indiening van het eerste begrotingsvoorstel van het directieorgaan van het Agentschap maken de Minister en de Minister van Begroting een openingsbalans op op basis van een inventaris van de bestanddelen van het vermogen van het Agentschap. De in de inventaris op te nemen activa en passiva worden door de Regering vastgelegd.

Art. 31. In afwijking van de bepalingen van het besluit van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en van het besluit van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, kunnen de personen die al een betrekking bekleden of met een opdracht belast zijn binnen de Cel lucht van het Directoraat-generaal Natuurlijke en Leefmilieu hun kandidatuur indienen voor een gelijkaardige functie bij het Agentschap en er bij ministerieel besluit naar overgeplaatst of gemuteerd worden of weer in dienst genomen worden zonder onderworpen te worden aan een geschiktheidstest i.v.m. de betrekking.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De inwerkingtreding van het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" als dienst met afzonderlijk beheer wordt vastgelegd op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 33. De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juli 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN